

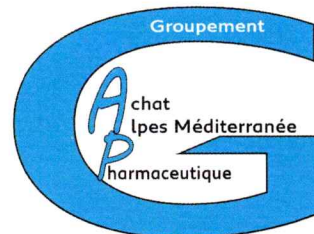
**Groupement d'Achats Pharmaceutiques
Alpes Méditerranée GAPAM**

Tél. : 04 92 40 67 72

Fax : 04 92 40 61 74

Email : gapam@chicas-gap.fr

Site de GAP



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)

Procédure passée en application du Code de la Commande Publique
Entré en vigueur au 1^{er} avril 2019

Marché à procédure adaptée
selon les dispositions de l'article L2123-1.

VACCINS ANTI-GRIPPE

VAC25 (CPV : 33651660-2 Vaccins anti-grippe.)

A date de notification et jusqu'au 30 avril 2026

Date limite de réception des offres :

Vendredi 25 Avril 2025 à 12 heures

Le présent CCP comporte 3 annexes :

- Annexe 1 : Liste des adhérents
- Annexe 2 : Liste des trésoriers des établissements adhérents
- Annexe 3 : Quantification pour 1 an
- Annexe 4 : questionnaire fournisseur

SOMMAIRE

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 - PARTIES CONTRACTANTES

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE

ARTICLE 3 – DEFINITION DU MARCHE

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE 6 - DELAIS ET MODALITES DE LIVRAISON

ARTICLE 7 - PENALITES DE RETARD - RESILIATION - EXECUTION PAR DEFAUT

ARTICLE 8 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 9 - MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 10 - DISCRETION, CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ARTICLE 11 - LITIGES

ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

ARTICLE 1 – GENERALITES

ARTICLE 2 – QUALITE DES PRODUITS

ARTICLE 3 - INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION – GARANTIES

ARTICLE 4 - CATALOGUE DES PRODUITS

ARTICLE 1 - PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont les suivantes, d'une part :

- le Groupeement d'Achats Pharmaceutiques Alpes Méditerranée (liste des adhérents jointe en annexe). Coordonnateur : Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, représentée par Monsieur Nicolas RAZOUX

D'autre part :

- l'Entreprise dont l'offre a été acceptée, ci-dessous dénommée le Titulaire.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) a pour objet la fourniture de « Vaccin anti-Grippe ». Il n'y a qu'un seul lot. Les caractéristiques techniques et les quantités des fournitures sont détaillées dans le document "quantification" annexé au présent C.C.P.

ARTICLE 3 – DEFINITION DU MARCHÉ

3 - 1 Forme

Ce marché à procédure adaptée est passé en application des dispositions relatives aux marchés publics, des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures (article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique), exécuté au moyen de bons de commande (articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande publique).

3 – 2 Durée de l'accord-cadre

L'Accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à partir de la date de notification jusqu'au 30 avril 2026.

3 - 3 Quantités à fournir

Les quantités sont annuelles (en annexe), évaluées en fonction des consommations du dernier exercice ou des prévisions d'activité. Elles sont données à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle. Le volume maximum s'entend comme un volume global réalisé par l'ensemble des adhérents, ce maximum correspond à 4 fois les quantités indiquées.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes (offre de prix, questionnaire fournisseur, ...) établi en un seul original conservé par le Pouvoir Adjudicateur de l'établissement coordonnateur du Groupement,
- Le "Cahier des Clauses Particulières", et ses annexes dont les exemplaires originaux conservés par le Pouvoir Adjudicateur de l'établissement coordonnateur du Groupement, font seuls foi.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales, Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) en vigueur au 1^{er} Avril 2021.
- L'offre technique du titulaire (fiches techniques et tout document y référent, si besoin)

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les accords-cadres seront exécutés au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande. Les commandes passées directement par les services de soins ne devront pas être honorées par les fournisseurs.

Le bon de commande comporte des mentions qui seront variables en fonction des établissements émetteurs ; en particulier :

- un numéro de commande,
- le lieu de livraison et la date,
- la désignation de la fourniture,
- les quantités commandées,
- les heures possibles de livraison,

Il peut également comporter, selon le choix de l'établissement adhérent et le logiciel qu'il utilise, le prix unitaire et le montant TTC de la commande.

La première commande sera effectuée par chaque établissement au plus tard le 1er juillet 2025, d'autres commandes pourront être réalisées par la suite.

ARTICLE 6 - DELAIS ET MODALITES DE LIVRAISON

6 - 1 Délais de livraison

a) Règle générale

Le délai de livraison court à compter de la date d'émission du bon de commande. Il est fixé à 5 jours maximum pour les commandes courantes.

En cas d'impossibilité de livrer dans les délais impartis, le fournisseur doit en informer l'établissement demandeur par télécopie sans attendre une sollicitation de celui-ci.

Dans ce cas, le délai peut être repoussé de 5 jours après accord du pharmacien responsable. Passé ce délai, le titulaire encourt les pénalités prévues au chapitre 3 du Cahier des Clauses Administratives Générales - Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G - F.C.S). (cf article 7-1 du présent CCP).

b) Livraisons en urgence

Les fournisseurs devront être en mesure d'assurer, le cas échéant, les livraisons en urgence pour une commande passée par téléphone ou par télécopie avec communication du numéro de référence de la commande, suivie d'une régularisation par commande écrite.

Après acceptation par le fournisseur des modalités de livraison, les frais de transport restent à la charge du titulaire de l'accord-cadre. En cas de commandes importantes ou répétitives, une participation aux frais de transport pourra être accordée par l'administration après accord du pharmacien responsable.

c) Livraison partielle

En cas de livraison partielle, le fournisseur indiquera la date prévisionnelle du solde de la commande à livrer.

6 - 2 Modalités de livraison

a) Chaque livraison sera effectuée aux lieux et heures précisés sur le bon de commande. Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement de l'établissement et accepte toute contrainte de nature à affecter les opérations de livraison.

Les fournisseurs répondront de la qualité des produits livrés jusqu'à complète utilisation. Ils demeurent responsables des fraudes et avaries qui pourraient être commises par leurs personnel et transporteur, ainsi que des défauts résultant de la fabrication et du stockage.

b) En cas de problèmes dans les circuits de distribution normaux (grève de transporteurs), le titulaire de l'accord-cadre assurera tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais.

6 - 3 Documents accompagnant la livraison

Chaque livraison devra être accompagnée d'un bon ou d'un bulletin de transport et d'un bordereau de livraison placés sur le colis.

Sur ce bon figureront :

- l'identification du titulaire de l'accord-cadre,
- la quantité demandée,
- la quantité livrée,
- la référence de la commande,
- la dénomination des articles livrés,
- la référence du produit en tous points identique à celle figurant sur l'offre de prix, sur la facture et sur le produit,
- le numéro du lot de fabrication et la date de péremption.

Le bon de transport sera obligatoirement présenté au réceptionnaire pour signature. Celui-ci assurera les opérations simples de vérification, et pourra le cas échéant émettre des réserves quant à l'état d'acheminement des produits (cf article 28-1 du C.C.A.G-F.C.S).

Les autres opérations de vérification quantitative et qualitative seront effectuées par le pharmacien responsable ou son représentant et pourront donner lieu à l'ajournement ou au rejet de la fourniture conformément au chapitre 5, articles 27 à 30 du C.C.A.G. - F.C.S. (conformité entre le bon de livraison et le bon de commande, et conformité avec les spécifications du marché).

La date de livraison de la première commande est fixée à la semaine 42 pour l'ensemble des adhérents.

ARTICLE 7 - PENALITES DE RETARD - RESILIATION - EXECUTION PAR DEFAUT

7 – 1 Pénalités de retard

Lorsque le délai de livraison n'est pas respecté et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FS, l'Administration pourra appliquer sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard calculées suivant la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 50.$$

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité. Cette valeur est égale au règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R = le nombre de jours de retard.

7 - 2 Exécution par défaut

L'établissement adhérent a la faculté de pourvoir aux besoins d'un service aux frais et risques du titulaire défaillant dans les conditions prévues au C.C.A.G. - F.C.S, en cas :

- d'arrêt de commercialisation, de modification ou de non remplacement dans les délais accordés d'une fourniture,
- d'impossibilité, de retard ou de défauts d'exécution dans les livraisons,
- de mauvaise conservation des produits livrés à moins que le fournisseur puisse prouver qu'une faute incombe à l'établissement adhérent,
- de résiliation de l'accord-cadre en application du CCAG FCS.

S'il n'est pas possible à l'établissement adhérent de se procurer dans les conditions acceptables les prestations en tous points conformes à celles dont l'exécution est prévue à l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Pouvoir Adjudicateur de chaque établissement du Groupement se réserve le droit de faire effectuer par le pharmacien de son établissement des achats pour compte auprès d'autres fournisseurs sans mise en demeure préalable. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire de l'accord-cadre. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

7 - 3 Rupture d'approvisionnement

En cas de rupture d'approvisionnement, le titulaire s'engage à informer le coordonnateur et l'ensemble des adhérents dans les plus brefs délais et si possible dans la semaine qui précède la rupture avec une confirmation écrite transmise elle aussi dans les plus brefs délais. **Il propose au Coordonnateur une ou des solutions de substitution.** L'information donnée doit être la plus précoce possible afin d'informer de la date ou période de retour à la normale des livraisons. Dans le cas où le titulaire ne remédierait pas rapidement à ses difficultés d'approvisionnement, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire.

7 - 4 Résiliation

a) Résiliation pour faute du titulaire

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire :

- Si le titulaire ne respecte pas ses obligations contractuelles énoncées dans le présent cahier des charges.
- Si le titulaire n'informe pas le Coordonnateur au moins une semaine avant une rupture de stock.
- Si la rupture de stock dure plus d'une semaine.

Sauf dans les cas prévus aux "i" et "m" de l'article 41 du CCAG-FCS et dans le 3° cas du présent article, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution de 15 jours, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le Coordonnateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

b) Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, le Coordonnateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci sans qu'une faute puisse être imputée au titulaire.

ARTICLE 8 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX ET REGLEMENT

8 - 1 Modalités de détermination des Prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

L'accord-cadre est traité à prix unitaires. Les prix unitaires présentés dans le(s) tableau (x) offre de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées. Les prix sont fermes 12 mois.

ARTICLE 9 - MODALITES DE PAIEMENT

9 - 1 Après chaque livraison, une facture datée sera déposée sur Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Le marché s'exécutera en Euros donc l'unité monétaire de compte sera l'Euro.

9 - 2 Chaque facture doit comporter les indications suivantes :

- nom et adresse du titulaire de l'accord-cadre tels que précisés dans l'acte d'engagement,
- identité bancaire ou postale telle que précisée dans l'acte d'engagement,
- référence d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers,
- numéro SIREN ou SIRET, le cas échéant,
- numéro du bon de commande de l'établissement adhérent (obligatoire)
- numéro, date de l'accord-cadre et des avenants éventuels,
- date de livraison,
- désignation du débiteur,
- décompte des sommes dues :
 - nature des fournitures (dénomination et référence),
 - quantité, prix,

- montant hors T.V.A. éventuellement ajusté,
 - taux et montant des taxes (T.V.A., T.P. ...),
 - montant total des fournitures livrées,
- signature du créancier, le cas échéant.

Les factures sont adressées via Chorus Pro, pour les établissements des santé publics, à chaque établissement adhérent concerné au service Pharmacie, à l'adresse indiquée par l'établissement dans le bon de commandes.

Les factures non référencées à un numéro de commande émanant de la Pharmacie seront systématiquement rejetées et retournées à l'expéditeur.

9 - 3 Le paiement :

La liquidation ne pourra intervenir qu'après réception de la fourniture dûment constatée.

Il est bien spécifié que la facture ne devra pas porter sur d'autres prestations que celles visées à l'acte d'engagement.

Le délai de paiement et le règlement des intérêts moratoires éventuels sont soumis aux dispositions du décret n° 2013-269 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, modifié par le décret n° 216-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le délai de paiement des factures est fixé à cinquante (50) jours maximum, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-11 du CCP pour les Etablissements Publics de Santé (EPS). Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture, à condition que celle-ci soit postérieure ou concomitante à la livraison.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

Le délai de paiement est suspendu si la facture ou la livraison correspondante n'est pas conforme aux exigences de l'accord-cadre.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au comptable du Trésor dont dépend l'Etablissement, sous pli recommandé avec avis de réception, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

Le titulaire en adressera également une copie à l'Etablissement.

9-4. Comptable assignataire

Comptable assignataire des paiements : voir liste des trésoriers des établissements adhérents annexée au présent CCP.

ARTICLE 10 - DISCRETION, CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Tout contrat intégrant des données à caractère personnel (DCP) au sens du RGPD (c'est-à-dire toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable; est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale) doit intégrer des clauses contractuelles spécifiques.

Le titulaire pourra être sollicité par les établissements adhérents afin de compléter et signer un document relatif au RGPD matérialisant leur engagement.

Dans le cas de transfert de données hors UE, le titulaire s'engage à remplir et à signer à minima les clauses contractuelles types (CCT) dont le modèle est fourni par la commission européenne (version du 4 juin 2021) > EUR-Lex - 32021D0914 - FR - EUR-Lex (europa.eu).

Le titulaire prend acte que des mesures complémentaires pourront être requises dans ce cadre afin de garantir un niveau de protection équivalent à celui prévu dans l'Espace économique européen et afin de nous assurer de l'effectivité des mesures proposées dans les CCT au regard de la législation en vigueur au niveau du pays tiers.

ARTICLE 11 - LITIGES

11 - 1 Contestations

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Pouvoir Adjudicateur et le titulaire de l'accord-cadre ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des livraisons de fournitures.

11 - 2 Attribution de Juridiction

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, il est fait appel à la juridiction compétente du lieu où l'accord-cadre est exécuté soit le Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE 12 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dispositions du CCAG-FCS en vigueur relatives aux marchés de fournitures courantes et services sont applicables au présent marché :

- Dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions. En particulier, l'article 7-1 du présent CCP déroge à l'article 14-1 du CCAS-FCS.
- Pour toutes les clauses non précisées dans le présent document

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

ARTICLE 1 - GENERALITES

1 - 1 Caractéristiques de la fourniture

Les médicaments, objets du présent accord-cadre sont définis par référence au Code de la Santé Publique, à la réglementation des pharmacopées françaises et européennes, aux normes françaises et européennes. Leur étiquetage est conforme au Code de la Santé Publique.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et ne constitue qu'un rappel des principales réglementations applicables. Le titulaire doit se tenir informé de toutes les modifications réglementaires au cours de l'accord-cadre et les appliquer.

1 - 2 Modalités de livraison

Toute livraison non conforme sera renvoyée aux frais du fournisseur. Sauf mention spéciale sur le bon de commande, aucune livraison ne doit être effectuée directement dans les unités de soin.

ARTICLE 2 – QUALITE DES PRODUITS

Les fournisseurs répondront de la qualité des produits livrés jusqu'à complète utilisation. Ils demeurent responsables des fraudes et avaries qui pourraient être commises par leurs personnel et transporteur, ainsi que des défauts résultant de la fabrication et du stockage.

Les articles à livrer seront conformes aux prescriptions relatives à la réglementation en la matière, notamment en ce qui concerne la date limite d'utilisation, le conditionnement et les diverses indications à porter sur les emballages.

ARTICLE 3 - INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION - GARANTIES

Le pharmacien doit avoir accès aux informations techniques concernant les produits proposés (documents, référence à des banques de données, dossiers cliniques...).

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut à compter du jour de réception et pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine.

En cas de retrait de lot, le fournisseur s'engage à prendre à sa charge le rapatriement des produits de chaque établissement adhérent et à procéder à la destruction de ces produits.

ARTICLE 4 - CATALOGUE DES PRODUITS

Le recensement des besoins « quantification » est joint et annexé au présent C.C.P. dont il fait partie intégrante.

Gap, le 7 Avril 2025

L'Etablissement Coordonnateur,
Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud
Monsieur Nicolas RAZOUX
Directeur

Par Délégation,
Chloé SCHMITT,
Directrice Adjointe

